



ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2024/1891

Travaux d'élagage pour un collège
Interdiction temporaire de stationnement et déviation du cheminement des piétons rue des
Condamines

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par le **DEPARTEMENT DES YVELINES** – 2, place André Mignot 78000 Versailles en vue d'effectuer des travaux d'élagage d'un frêne au collège Jean-Philippe Rameau,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de stationnement et de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux,

ARRÊTE

- Article 1: **Le stationnement** des véhicules de toute nature **est interdit le jeudi 24 octobre 2024 de 8h à 17h en fonction de l'avancement des travaux :**
Rue des Condamines, côté des numéros impairs au droit du n° 1 sur une longueur de 6 places de stationnement.
- Article 2: Seront considérés comme gênant la circulation, au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route, les véhicules en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté.
- Article 3: **Le cheminement des piétons est dévié** par les traversées piétonnes préexistantes vers le côté des numéros pairs, de part et d'autre de la zone de stationnement neutralisé à l'article 1 du présent arrêté, **le jeudi 24 octobre 2024 de 8h à 17h en fonction de l'avancement des travaux.**
- Article 4: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.
- Article 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire général, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 18 octobre 2024